

BUDGET 2018 :

LE COMPTE N'Y EST PAS !

2.1% d'augmentation des crédits budgétaires pour l'AP, et il faut s'en satisfaire ?

Le Syndicat National Pénitentiaire **Force Ouvrière** assistait hier à la présentation du budget 2018 par la Ministre de la Justice, après les délibérations en Conseil des Ministres.

La Ministre a annoncé une **augmentation de 3.9% du budget global Justice**, à périmètre constant. Sont déjà déclinés les budgets suivants : +4.3% en 2019 et +5.1% en 2020. Cela représente une augmentation sur trois ans de 900 millions d'euros, quand le précédent gouvernement avait prévu un milliard.

Hors PLAT, pour 2018, la Ministre annonce la création de 1000 emplois pour la Justice, déclinés de la façon suivante : **470 emplois de Surveillants** créés pour compenser les ouvertures du CP Draguignan, CP Aix 2, et la MA Paris-La Santé. Le renforcement des SPIP avec la création de 150 emplois supplémentaires.

On aurait presque oublié les PREJ, dont la Ministre octroie allègrement 50 personnels supplémentaires.

Et, à l'heure où l'administration pénitentiaire franchit péniblement le cercle du **renseignement**, seuls 35 emplois supplémentaires sont prévus (recrutement interne et externe de contractuels).

Pour renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires, 10 millions d'euros sont provisionnés. Ils serviront à la réhabilitation de la vidéosurveillance, l'installation de filets anti-projections, le remplacement de portiques.

La création de 15000 places de prison est confirmée et pour cela, 26 millions seraient d'ores et déjà provisionnés pour lancer **les chantiers en 2018 de 5 maisons d'arrêt, de 6 Quartiers pour Préparation à la Sortie et pour l'acquisition de foncier.**

On note une volonté manifeste de l'augmentation des activités en détention en faveur de la population pénale par l'octroi d'une enveloppe budgétaire globale de 1.5 million d'euros.

La Ministre a enfin évoqué les difficultés de recrutement et de fidélisation des Surveillants, notamment en région parisienne. Elle évoque ainsi une stratégie de modernisation des ressources humaines et promet la préparation d'un plan stratégique qui sera évoqué au prochain Comité Technique Ministériel. Elle confirme aussi **l'application stricte du PPCR**, pour un coût de 24 millions d'euros, mais aussi **l'application du plan de requalification du Corps de Commandement, qui viendra sacrifier à tout jamais la catégorie B aux Surveillants.**

Enfin, la Ministre a annoncé l'augmentation des crédits alloués à la politique sociale en faveur de la petite enfance, du logement, de la restauration, pour un montant de 25 millions d'euros.

En conclusion : +470 emplois de Surveillants pour pallier aux ouvertures, +50 emplois PREJ, +35 emplois pour le renseignement pénitentiaire et +27 emplois pour renforcer Arles et Wallis et Futuna.

Pour FO Pénitentiaire, le compte n'y est pas, loin de là... Quid des vacances de postes actuelles ? Quid des départs à la retraite ?

FO Pénitentiaire restera fièrement dressé contre toute tentative de bâillonnement des Personnels délaissés au fond des geôles de la France.

Paris, le 27 septembre 2017
FO Pénitentiaire